



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

**Portant autorisation environnementale pour des installations de production d'électricité
utilisant l'énergie mécanique du vent**

Société CENTRALE ÉOLIENNE LES HAUTS DE PLESSALA

sur les communes de Plémy et Le Mené

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'énergie ;
- Vu** le code forestier ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation notamment l'article L.112-12 concernant la réception de la radiodiffusion ou de la télévision ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la demande initiale présentée le 25 janvier 2021 par la Société CENTRALE ÉOLIENNE LES HAUTS DE PLESSALA, filiale à 100 % de la société NEOEN, siège social – 22, rue Bayard, 75 008 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 5 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 3,6 MW et de 2 postes de livraison sur les communes de Plémy et Le Mené ;
- Vu** les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Place du général de Gaulle
BP 2370 – 22023 SAINT-BRIEUC
www.cotes-darmor.gouv.fr

Prefet22 Prefet22

Vu les dépôts de pièces complémentaires attendues déposées le 4 mars 2022 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés :

- Direction Générale de l'Aviation Civile, le 8 mars 2021 ;
- Ministère des armées, le 26 mars 2021 ;
- Météo-france, le 22 février 2021 ;
- l'ARS, le 6 septembre 2021.

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 11 mai 2021 ;

Vu le registre d'enquête, le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 15 février 2022 ;

Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes et le conseil communautaire de « Loudéac Communauté Bretagne Centre » ;

Vu le courrier du pétitionnaire, en date du 20 mars 2023, demandant le retrait de 2 éoliennes,

Vu le rapport du 3 avril 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation sites et paysages en date du 13 avril 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel le 21 avril 2023 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriels, les 25 et 28 avril 2023 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement ;

Considérant les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant l'implantation des éoliennes à plus de 500 m des zones destinées à l'habitation ;

Considérant la proposition du pétitionnaire de supprimer 2 éoliennes (E1 et E2) suite aux observations des riverains lors de l'enquête publique ;

Considérant la nécessité de mettre en place un dispositif d'alerte et d'écoute afin de gérer efficacement et rapidement toute nuisance potentielle exprimée par les riverains ;

Considérant la mise en place dès la mise en service d'un plan de gestion acoustique, et l'engagement de l'exploitant de réaliser une campagne de mesure de bruit dans un délai maximal de 12 mois après la mise en service afin de vérifier la conformité des éoliennes avec la réglementation et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires à prévenir et réduire les nuisances sonores ;

Considérant la nécessité de protéger les chiroptères et donc de prévenir les risques de collisions en arrêtant l'ensemble des éoliennes à certaines périodes de l'année et selon certaines conditions météorologiques ;

Considérant l'engagement du pétitionnaire de mettre en place un protocole :

- de suivi d'activité en hauteur des chiroptères ;
- de suivi de la mortalité mutualisé des chiroptères et de l'avifaune conformément aux recommandations du protocole national en vigueur ;

Considérant la nécessité de mettre en place ces suivis dès la première année de fonctionnement du parc sur une période de 3 ans puis avec une périodicité de 10 ans ;

Considérant la mise en place de mesures de compensation suite à la destruction de haies ;

Considérant la mise en œuvre de mesures spécifiques de réduction des impacts pendant

la phase de travaux ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article R.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3, L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

Titre I

Dispositions générales

Article I-1 : Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'Environnement.

Article I-2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société CENTRALE ÉOLIENNE LES HAUTS DE PLESSALA, filiale à 100 % de la société NEOEN, siège social – 22, rue Bayard, 75 008 PARIS, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article I-3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Coordonnées WGS 84		Commune
	X	Y	Latitude (N)	Longitude (E/W)	
E3	283672	6817480	48,324206	-2,621444	Plémy
E4	283992	6817152	48,321466	-2,616828	Le Mené
E5	284232	6816893	48,319294	-2,613339	Le Mené
Poste de livraison n°2	284110	6816983	48,320023	-2,615070	Le Mené

Article I-4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la

demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article I-5 : Déclaration de démarrage des travaux

La société CENTRALE ÉOLIENNE LES HAUTS DE PLESSALA informera le Préfet des Côtes d'Armor, l'inspection des installations classées, la DGAC et les services de la Défense du démarrage des travaux au moins un mois à l'avance.

Les dates de début et de fin de travaux, l'altitude au pied et au sommet de chaque aérogénérateur ainsi que la position géographique exacte devront être communiquées à chaque service.

Article I-6 : Archéologie

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.531-14 à L.531-16 du code du patrimoine, le pétitionnaire devra signaler toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux auprès du service Régional de l'archéologie de la DRAC.

Titre II

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.181-1-2° du code de l'environnement

Article II-1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	3 aérogénérateurs - Hauteur totale maximale : 150 m - Garde au sol minimale : 24 m - Puissance unitaire maximale : 4,2 MW	A (6 km)

A : installation soumise à autorisation

Article II-2 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent article s'appliquent pour les activités visées à l'article I.3.

Montant initial :

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R.515-101 à R.515-104 du Code de l'Environnement s'élève donc à : $M = \Sigma(Cu)$

Où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article

R.515-106 du Code de l'Environnement.

Soit pour le parc éolien :
 $M = [50\ 000 + 25\ 000 \times (3,6-2)] \times 3$ aérogénérateurs
 $M = 270\ 000$ €

L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la Préfecture.

Réactualisation :

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

$$M_n = M \times \left(\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}}{1 + \text{TVA}_0} \right)$$

où :

- M_n : Montant exigible à l'année n ;
- M : Montant initial de la garantie financière de l'installation ;
- Index n : Indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie ;
- Index 0 : indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 « converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 »
- TVA : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;
- TVA 0 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 1er janvier 2011, soit 19.6 %.

Article II-3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

I. Protection des chiroptères et de l'avifaune

L'exploitant respectera les engagements pris dans son dossier.

- **Bridage**

Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la mise en service de l'installation :

Toutes les éoliennes sont arrêtées selon les modalités suivantes :

Éolienne E4 :

- ✓ en l'absence de précipitations ;
- ✓ lorsque la vitesse du vent à hauteur de moyeu $\leq 6\text{m/s}$;
- ✓ lorsque la température $\geq 10^\circ\text{C}$;
- ✓ et dans les conditions ci-dessous :
 - période : entre le 1er avril et le 31 octobre ;
 - heures de bridage : une heure avant la tombée de la nuit jusqu'à 1/2 heure après le lever du soleil

Éoliennes E3 et E5 :

- ✓ en l'absence de précipitations ;
- ✓ lorsque la vitesse du vent à hauteur de moyeu $\leq 6\text{m/s}$;
- ✓ lorsque la température $\geq 10^\circ\text{C}$;
- ✓ et dans les conditions ci-dessous :
 - période : entre le 1er avril et le 31 octobre ;
 - heures de bridage : une heure avant la tombée de la nuit jusqu'à 3 heures du matin puis une heure avant le lever du soleil jusqu'à 1/2 heure après le lever du soleil
- ✓ Afin d'affiner le bridage pour les chiroptères, un dispositif de mesure des précipitations sera installé sur une éolienne (détecteur de précipitation). Les niveaux d'activités seront relevés lors de la première année de fonctionnement (lors du suivi environnemental). Si une corrélation forte est notée entre l'activité et les précipitations, un paramètre supplémentaire pourra être ajouté au système de bridage.

• Suivi environnemental

Le protocole de suivi environnemental mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Il sera complété par les prescriptions suivantes :

- **Suivi de population (chiroptères)** : il comprendra un **suivi d'activité en hauteur** lors de la période d'activité des espèces couplé à un suivi de **mortalité**. Tout passage de chiroptère à proximité de chaque aérogénérateur sera détecté et enregistré automatiquement. Cette surveillance sera maintenue durant les 3 premières années d'exploitation du parc éolien. Elle sera renouvelée au cours de la 10^{ème} année d'exploitation. Elle sera ensuite réalisée selon une périodicité de 10 ans.

La mesure de suivi des populations locales de chiroptères vise à réaliser le suivi des populations locales des gîtes de chauves-souris dans un rayon de 5 km sur les 3 années qui suivent l'implantation du parc : recueil des données des associations locales sur 3 années dans un rayon de 5 km et recherche de gîtes dans un rayon de 2 km simultanément.

Les prospections de gîtes dans un rayon de 2 km seront réalisées en hiver (février) et au début de l'été (juin).

Ces prospections de gîtes dans un rayon de 2 km permettront de comparer l'état des populations locales avant et après implantation du parc éolien.
- **Suivi de mortalité (avifaune et chiroptères)** : Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune. Il comprendra un suivi de mortalité. Le suivi de mortalité sera réalisé durant les **3 premières années** de mise en service du parc éolien puis tous 10 ans après la mise en service. La première année, le suivi sera réalisé sur la période de mi-mars à fin octobre (semaines 13 à 45) à raison d'un comptage hebdomadaire (environ 33 semaines).
- **Les suivis de mortalité et d'activité** devront être **couplés** afin de pouvoir corréler l'activité en **altitude** au regard des cadavres découverts. Ils devront être réalisés sur la totalité du cycle biologique des chiroptères (de mi-mars à fin octobre). Ils devront être réalisés et analysés afin de confirmer que les

impacts des éoliennes ne génèrent pas d'impacts supérieurs à ceux mentionnés dans le dossier après prise en compte du bridage.

- Ce suivi environnemental sera réalisé **durant les 3 premières années de mise en service** du parc éolien **puis tous les 10 ans**.
- Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec les suivis environnementaux.
- Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. **Dans ce cas, le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.**
- Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.
- **Éclairage**

Afin d'éviter le risque de collision pour les chiroptères sous les éoliennes, les portes d'entrées ne seront pas équipées d'éclairage permanent. Des éclairages automatiques par capteurs de mouvements seront installés à l'entrée des éoliennes pour la sécurité des techniciens. Ils seront adaptés de manière à ne pas être déclenchés par des animaux en vol mais uniquement par détection de mouvements au sol.

- **Gestion des abords des éoliennes**

Afin de limiter l'attractivité autour des éoliennes et de limiter le risque de collision pour l'avifaune et les chiroptères, un entretien régulier des chemins d'accès et des zones à proximité des éoliennes sera effectué.

II. Protection du paysage

- Les raccordements électriques entre les éoliennes seront enterrés.
- Sur demande des riverains et en cas d'impact visuel avéré des éoliennes sur les lieux d'habitation riverains, l'exploitant pourra financer la plantation de haies ou la mise en œuvre de filtres visuels végétalisés. Les conditions d'application de cette mesure seront :
 - Impact visuel avéré par huissier depuis les lieux d'habitation (intérieurs et extérieurs) ;
 - Plantation (ou regarnissage) de haies champêtres composées d'essences locales ;
 - Plantation sur les terrains du demandeur
 - le linéaire maximum de haies installées est de 1 km.

Ces plantations seront réalisées dans l'année de mise en service du parc éolien.

- Un balisage diurne et nocturne sera mis en place selon la réglementation en vigueur, il sera synchronisé à l'échelle du parc.

Dans le cas où d'autres parcs éoliens mis en service avant le 01/02/2019 sont présents dans l'environnement proche, l'exploitant se rapprochera des propriétaires de ces parcs pour leur proposer une synchronisation des flashes lumineuses, selon la fréquence fixée dans l'Arrêté du 23 avril 2018 (modifié le 29/03/2022).

III. Mesures compensatoires liées aux enjeux environnementaux

L'exploitant respectera les mesures compensatoires prévues dans son dossier.

- Afin de compenser la destruction de 169 ml de haie, le porteur de projet

compensera par la plantation de 350 ml à plus de 100 m des éoliennes, avant la mise en service du parc. En cas de refus de la part des propriétaires et/ou exploitants agricoles, le même linéaire de haie sera planté à une distance raisonnable du parc, pour assurer un service écologique équivalent ;

Ces haies seront composées des mêmes espèces que celles recensées dans l'aire immédiate (chêne pédonculé, merisier, aubépine monogyne, châtaigner...). Elles seront plantées sur un talus de 1 m de hauteur environ et composées de 2 strates (arborescentes et arbustives) et continues (sans interruption dans la haie).

Au niveau de la zone Est du projet : deux haies seront plantées dans la continuité du bocage existant et éloignées d'au minimum 265 mètres de l'éolienne la plus proche (E3). Cette mesure vient en complément des aménagements paysagers qui prévoit également la plantation de haies, dont certaines au niveau de Notre-Dame de la Croix et de la route D1.

- La mesure compensatoire sera suivie sur plusieurs années : n+1, n+3, n+5, n+10, n+15 et n+20

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article.

Article II-4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

- **Avant le démarrage des travaux,**
 - une étude géotechnique sera réalisée afin d'adapter au mieux le dimensionnement des fondations aux caractéristiques du sol ;
 - un géomètre matérialisera l'emplacement exact des éoliennes et du poste de livraison, conformément aux coordonnées indiquées à l'article I-3 afin de respecter la distance des 500 m réglementaires.
 - des études géologiques et hydrogéologiques seront réalisées suite aux inquiétudes exprimées par les riverains lors de l'enquête publique et de la réunion publique du 19 décembre 2022.
- Des **panneaux d'information** seront implantés à proximité des zones de travaux dans le but de limiter l'accès aux chemins de randonnées les plus proches lors des périodes sensibles du chantier (levage des éoliennes...).
- Les zones de travaux et d'accès aux zones de chantiers seront explicitement délimitées.
- **Suivi de chantier :** la phase chantier sera suivie par un écologue. Durant la phase travaux, 4 visites seront programmées afin d'évaluer les impacts sur la végétation, l'avifaune, les chiroptères, le reste de la faune. Le travail consistera à réaliser un suivi naturaliste et à informer l'équipe « travaux » des risques (écrasement, dérangement, etc.). Une réunion de chantier sera également réalisée en début et fin de mission. Un balisage des éléments sensibles (arbres, haies, gîtes) est programmé.
- **Sols, sous-sols, eaux :**
 - Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonnes pratiques environnementales et devront notamment être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.
 - Aucune fondation, accès, câblage ou plateforme ne se situe en zone humide, ni au niveau de cours d'eau. Les câblages seront réalisés en grande majorité au niveau de réseaux routiers et à une distance n'impactant pas ces habitats.
- **Habitats naturels et flore – Evolution des engins :**
 - Les zones d'évolution des engins seront physiquement matérialisées afin de limiter la dégradation des milieux naturels.

- Toutes les haies impactées seront inspectées en amont du chantier et seront balisées en cas de présence d'une espèce protégée. Un balisage sera également mis en place au niveau des zones en eau pouvant accueillir des amphibiens (salamandre).
- **Faune dont avifaune et chiroptères :**
 - Un plan de circulation devra être mis en place au début de la phase chantier avec participation/consultation d'un écologue.
 - Les travaux de construction les plus impactants (arasement de haies, coupes d'arbres, débroussaillage, élagage, décapage pour les chemins d'accès et creusement pour les fondations) seront réalisés en dehors de la période de nidification. Ces travaux préparatoires commenceront en dehors de la période sensible pour l'avifaune, allant du 15 mars au 15 août (période couvrant les nicheurs précoces et l'envol des jeunes). Cette période couvre également la période de mise bas des chiroptères pendant laquelle les chauves-souris chassent notamment pour pouvoir nourrir les jeunes.
 - Les travaux de préparation du site (arasement de haies, coupes d'arbres, débroussaillage, élagage, décapage pour les chemins d'accès) débuteront donc entre le 15 août et le 15 mars de l'année suivante (période automnale et hivernale) afin de diminuer l'impact sur les oiseaux et les chauves-souris.
 - Concernant les reptiles et amphibiens potentiellement présents, les travaux auront lieu lors de leur phase active, entre le 15 août et le 31 octobre .
 - Les zones d'évolution des engins et les zones d'entreposage du matériel de construction seront physiquement matérialisées afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.
 - En cas de découverte de nids ou de gîtes, l'écologue sera force de proposition afin de mettre en place des mesures adaptées.
Le rapport de ce dernier sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
- **Zones humides :**
 - La phase de chantier sera suivie par un écologue qui portera une attention toute particulière aux zones humides identifiées et localisées à proximité immédiate des travaux.
 - Les zones humides seront délimitées par un piquetage de la zone. Toute intervention et accès seront interdits au sein de cette zone.
 - Aucune fondation, accès, câblage ou plateforme ne se situe en zone humide, ni au niveau de cours d'eau.

Article II-5 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

- **Acoustique :** L'exploitant établit un plan de gestion acoustique permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé (notamment pour la période nocturne, soit de 22 h à 7 h). Ce plan de gestion acoustique est vérifié sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc, selon les modalités décrites dans l'article II-6 du présent arrêté.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).

En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique sera révisé.

- **Radiodiffusion – Télévision** : Sans préjudice des dispositions du code de la construction et de l'habitation, en cas de dégradation de la réception de la radiodiffusion ou de la télévision liée au fonctionnement des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre des actions correctives de manière à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage, soit au cas par cas, soit de manière générale pour les secteurs concernés par ces interférences. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des installations mises en œuvre jusqu'au démantèlement des aérogénérateurs.
- **Servitudes aéronautiques** : Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre interviendra sur le site permettant de valider l'altimétrie et l'emplacement des aérogénérateurs.
- **Ombres portées** : Si une gêne due au phénomène stroboscopique lié à la rotation des pales est constatée, l'exploitant réalisera une campagne de mesures destinée à quantifier l'effet d'ombre portée ressenti. En cas de constat d'un impact avéré (phénomène supérieur aux seuils de 30 minutes par jour ou de 30 heures par an), le maître d'ouvrage mettra en œuvre un mode de fonctionnement adapté des éoliennes en cause du phénomène.
- **Information et écoute des riverains** : L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...) et mettre en place des actions curatives, correctives et préventives nécessaires.

Article II-6 : Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité les programmes d'auto surveillance complémentaires définis aux articles suivants.

I. Auto surveillance de l'avifaune et des chiroptères

Le bilan des suivis d'activité et de mortalité de l'avifaune et des chiroptères sera produit sous la forme d'un rapport conclusif de l'impact des éoliennes sur ces populations.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Ces propositions d'actions supplémentaires à mettre en œuvre seront précisées dans le rapport conclusif.

Ce rapport sera transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées au plus tard trois mois après sa validation par l'exploitant.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

II. Auto surveillance des niveaux sonores

Afin de vérifier le respect des prescriptions de l'article II-6 de cet arrêté préfectoral, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être réalisée, en période de jour et de nuit, dans un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits se trouvant à proximité du parc éolien.

Le dispositif d'écoute des riverains prescrit à l'article II-5 permettra de prendre en compte les demandes concernant les nuisances potentielles.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

La campagne de mesures tient compte des éléments suivants :

- mesures diurnes et nocturnes ;
- prise en compte des conditions météorologiques homogènes ;
- prise en compte de la direction du vent ;
- mesures en période hivernale (absence de feuilles afin de prendre en considération les niveaux résiduels a priori les plus faibles) ou mesures en période estivale (début d'été, période où les feuilles contribuent à élever le niveau résiduel).

Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article II-7 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. Il doit mettre en place des mesures compensatoires (modification du plan de gestion acoustique, bridages, coupures temporaires...) qui feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures engagées dans un délai de 12 mois. Il réalise un nouveau contrôle dans les mêmes délais si la situation persiste.

Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'Inspection des Installations Classées.

Article II-8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement ;

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces dossiers sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées durant toute la période d'exploitation. En cas d'inspection, ce dossier doit être présent sur le site.

Article II-9 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : **agricole (remise en culture)**.

Article II-10 : Démantèlement et remise en état du parc

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R. 515-106 du Code de l'Environnement, comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut, éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

Titre III

Dispositions diverses

Article III-1 : Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale sera déposée en mairies de Plémy et Le Mené et pourra y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté sera affichée dans les mairies de Plémy et Le Mené pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et sera envoyé au Préfet ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et à la communauté de communes de « Loudéac Communauté Bretagne Centre » ayant été consultés en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article III-2 : Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R 181-51 du Code de l'Environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article III-3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société CENTRALE ÉOLIENNE LES HAUTS DE PLESSALA et transmise aux maires de Plémy et Le Mené.

- 5 MAI 2023

Saint-Brieuc. le

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop in the middle.

David COCHU